

Article 31 du Règlement

[Français]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE**LA NON-INTERVENTION DU GOUVERNEMENT DANS LES ENQUÊTES POLICIÈRES**

M. Jean-Pierre Blackburn (Jonquière): Monsieur le Président, il n'est pas d'usage à la Chambre de remettre en question les enquêtes de la Gendarmerie royale du Canada.

Aussi, monsieur le Président, j'étais tout simplement renversé d'entendre le député de Burnaby—Kingsway (M. Robinson) déclarer que le gouvernement aurait dû intervenir auprès de la GRC ou encore du Procureur général, pour qu'il n'y ait pas d'accusation portée contre le journaliste Small, à la suite de la fuite du Budget.

Monsieur le Président, depuis quand le gouvernement va-t-il dire à la GRC ou au Procureur général: Ne portez pas d'accusation contre une certaine personne, mais faites-le, par contre, pour les autres? Est-ce là le vrai visage du NPD? Faudrait-il créer au pays deux classes de citoyens, en dictant au pouvoir judiciaire quoi faire pour certains et ne pas faire pour d'autres?

Monsieur le Président, je m'inscris en faux contre cette façon de procéder.

Un gouvernement responsable ne peut pas et ne doit pas intervenir dans le processus judiciaire.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**LA SITUATION AU SALVADOR—ON DEMANDE DE METTRE FIN À L'AIDE BILATÉRALE**

Mme Lynn Hunter (Saanich—les Îles-du-Golfe): Monsieur le Président, c'est la première journée du régime du président Alfredo Christiani et du parti Arena au Salvador, source de profonde inquiétude pour les défenseurs des droits de la personne.

Nos inquiétudes sont fondées. En avril, des incursions forces militaires et sécuritaires contre plus de 30 organisations populaires et communautaires ont entraîné l'arrestation et la détention d'une centaine de personnes. Encore la semaine passée, après avoir encerclé l'université nationale, des soldats armés de mitraillettes ont envahi l'institution pour assaillir et arrêter des innocents.

Les Salvadoriens ne sont pas les seules victimes de la violence: en janvier, après des mois d'intimidation et de menaces de la part des soldats, Evan Fox-Decent, aide

social canadien, a lui aussi été victime de la guerre au Salvador quand, au beau milieu de la nuit, quelqu'un a lancé dans sa demeure une grenade dont les éclats lui ont infligé des blessures aux bras et aux jambes.

Aujourd'hui, des groupes religieux, des travailleurs sociaux et plusieurs organisations non gouvernementales expriment leur opposition aux tactiques des autorités salvadoriennes.

J'exhorte le gouvernement du Canada à prêter l'oreille à ces suppliants, à cesser d'aider le Salvador et à s'assurer que les travailleurs sociaux canadiens sont protégés.

* * *

[Français]

LA PÊCHE**LA SITUATION DANS L'ATLANTIQUE**

M. Fernand Robichaud (Beauséjour): Monsieur le Président, le 16 mai dernier, en réponse au député de Burin—Saint-George (M. Simmons) qui lui demandait quels plans d'urgence il avait face à la crise des pêches de l'Atlantique, le ministre des Pêches et des Océans (M. Siddon) a déclaré qu'il s'engageait à comparaître la semaine suivante devant le Comité des forêts et des pêches pour décrire le programme spécial du gouvernement.

Mardi dernier, le ministre se présentait enfin au Comité, mais il n'avait aucun plan pour faire face à la crise qui sévit dans la pêche à la morue et la pêche au crabe autre que les programmes déjà existants que son propre gouvernement a coupés.

Au Nouveau-Brunswick, le gouvernement fédéral tarde à dépenser sa part du programme conjoint de 5 millions de dollars créé par Ottawa et Fredericton pour venir en aide aux travailleurs d'usine de la région.

Le gouvernement conservateur a provoqué une récession dans l'Atlantique qui était déjà aux prises avec des réductions dramatiques des stocks de morue et de crabe, et il se demande si les programmes déjà existants, qu'il a lui-même ravagés, sont adéquats.

Les pêcheurs de l'Atlantique disaient au gouvernement qu'il n'y avait plus de poisson; le gouvernement n'a pas écouté! Ils disent maintenant qu'ils ont besoin d'aide, et le gouvernement ne veut rien savoir.

Je demande que le gouvernement arrête de faire la sourde oreille, reconnaisse les problèmes de tous les intervenants dans la pêche à la morue et au crabe et qu'il agisse tout de suite.